

TRUSTEESHIP

TUTELLE

T/P.V. 17

16 April 1947

French

NOTE : Toutes corrections à apporter aux comptes rendus devront être adressées par écrit à M. E. Delavenay, Directeur, Division d'Édition et Rédaction, Bureau CC-087, Lake Success. Conformément à l'article 46 du Règlement intérieur provisoire (Doc. T/4) toutes ces corrections seront apportées aux comptes rendus officiels lors de leur publication.

CONSEIL DE TUTELLE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA DIX-SEPTIEME SEANCE

tenue à Lake Success le mercredi 16 avril 1947

à 14 heures.

PRESIDENT : M. Francis B. SAYRE (Etats-Unis)

Suite de l'examen du point 7 de l'ordre du jour.

Adoption du Règlement intérieur provisoire du Conseil de tutelle,
conformément à l'article 90 de la Charte (Documents T/1, T/4, T/4/
Corr. 1, T/AC.1/1, T/AC.1/2, T/AC.1/3)

Chapitre XIII

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous allons aborder l'examen du Chapitre XIII du document T/1, intitulé : "Examen des rapports annuels" et, en particulier, l'article 38 qui est rédigé comme suit :

" Au cours de ses sessions ordinaires, le Conseil examine
"et discute séparément le rapport annuel ainsi que tous autres
"documents soumis par chacune des autorités administratives et
"portant, soit sur des territoires sous tutelle non désignés
"comme zones stratégiques, soit sur des zones stratégiques au
"sujet desquelles le Conseil de sécurité lui a demandé son avis."

L'article 81 du document T/4 préparé par le Secrétariat ne contient par les mots : "soit ... non désignés comme zones stratégiques, soit sur des zones stratégiques au sujet desquelles le Conseil de sécurité lui a demandé son avis.", qui figurent à l'article 38 du document T/1.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : J'appuie l'adoption de cet article dans la rédaction proposée par le Secrétariat.

M. RYCKMANS (Belgique) : Je me demande si cet article est encore nécessaire après l'adoption du deuxième paragraphe de l'article 79. Je me demande même s'il est utile d'avoir une rubrique spéciale traitant de l'examen des rapports annuels et s'il ne suffit pas d'avoir un seul chapitre intitulé : "Rapports annuels", qui traitera à la fois de la remise de ces rapports et de leur examen.

LE PRESIDENT (interprétation) : Le Conseil a adopté hier l'article 79 dans une nouvelle rédaction. Au dernier paragraphe de cet article il est spécifié que chacun des rapports venant d'une autorité chargée d'une administration sera examiné par le Conseil de tutelle. Il s'agit là d'un examen distinct de celui prévu à l'article 81. Peut-être y a-t-il eu doute à ce sujet ?

M. POYNTON (Royaume-Uni) (interprétation) : Je ne crois pas qu'il soit important que cet article soit conservé ou non. Peut-être, en effet n'est-il pas nécessaire. Au surplus, je me permets d'attirer votre attention sur l'article 8 du document T/4 tel que nous l'avons adopté et qui prévoit, à l'alinéa a) l'examen des rapports annuels et autres documents présentés par les autorités chargées de l'administration des territoires sous tutelle. Cet article enlève toute utilité à l'inclusion de l'article 81 dans le Règlement.

M. RYCKMANS (Belgique) : Si cela peut être utile, je propose formellement la suppression de cet article.

LE PRESIDENT (interpretation) : Si personne ne demande la parole, je vais mettre aux voix la suppression de l'article 81. Je le fais avec quelque hésitation en raison du vote qui est intervenu il y a quelque temps.

M. RYCKMANS (Belgique) : Pour éviter toute confusion, je retire ma proposition de supprimer cet article. Je suggère à mes collègues de le rejeter lorsqu'il sera mis aux voix.

M. GARREAU (France) : Je voudrais vous demander une précision : S'agit-il ou non d'adopter l'article ?

LE PRESIDENT (interprétation) : Une proposition a été faite de mettre aux voix l'adoption de l'article 81. Si je comprends bien, le délégué de la Belgique avait fait une première proposition consistant à supprimer le chapitre entier, à placer dans le chapitre 14 la présentation par les puissances administrantes et l'examen par le Conseil de tutelle, et à mettre aux voix l'adoption de l'article 81.

M. RYCKMANS (Belgique) (interprétation) : Si on se décide pour l'adoption de l'article 81, cela constituerait un argument de plus pour la suppression du chapitre.

LE PRESIDENT (interprétation) : Le sort du chapitre entier dépendra de l'adoption ou de la non-adoption de l'article.

M. MAKIN (Australie) (interprétation) : Je désire, dès maintenant, informer le Conseil que si cet article est adopté, je devrai présenter un amendement.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Je me demande si la procédure que nous allons suivre d'après vos indications est vraiment la bonne. En effet, étant donné qu'il n'y a pas une proposition formelle de suppression de cet article, il me semble que nous ne pouvons pas passer à un vote sur la question de sa raison d'être ou de son maintien. Le vote serait approprié si un projet d'amendement ou une proposition formelle de suppression avait été déposé. Dans les conditions actuelles, il n'y a pas de raison de voter sur la raison d'être de cet article.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je pense que nous ne devrions

nous laisser arrêter par trop de subtilités. Il s'agit maintenant d'adopter ou de repousser les règles de procédure qui figurent au document T/1. L'article 38 figure au document T/1. Il me semble juste de demander au Conseil s'il désire ou non adopter ledit article. Dans le cas où il serait adopté, le représentant de l'Australie a déclaré qu'il voudrait présenter un amendement. Il semble que nous devions maintenant suivre la procédure habituelle, c'est-à-dire adopter ou non ledit article qui a été rédigé par la Commission préparatoire.

Que ceux qui sont en faveur de l'adoption de l'article 81 figurant au document T/4 veuillent bien lever la main.

Avis contraire ?

(Il y a sept voix contre, une voix pour, L'article 81 est repoussé.)

Articles 82 et 83. (Doc. T/4).

LE PRESIDENT (interprétation) : Je propose au délégué de la Belgique, si cela lui convient, de passer maintenant à l'examen des articles 82 et 83. Au cas où nous adopterions l'un d'eux, nous pourrions laisser au Comité de rédaction le soin de voir s'il faudrait faire un chapitre spécial.

M. RYCKMANS (Belgique) (interprétation) : C'est exactement ce que j'allais proposer.

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous allons maintenant passer à l'examen de l'article 39 du document T/1.

(Le Président donne lecture de la première partie de cet article).

LE PRESIDENT (interprétation) : Vous voyez donc les modifications que le Secrétariat a proposées dans le nouvel article 82 par rapport à la rédaction originale de l'article 39.

Sir Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : Je ne comprends pas très bien le sens des mots "en règle générale" qui figurent aussi bien à l'article 39 qu'à l'article 82. On semble impliquer ici, "qu'en règle générale" c'est-à-dire d'une façon normale, l'autorité chargée de l'administration aura le droit d'être représentée devant le Conseil mais qu'il est possible que cette autorité administrante ne le soit pas. Or, il ne me semble pas que ce soit l'idée qu'on ait voulu exprimer dans cet article. S'il en était ainsi, je crois que nous devrions dire que l'autorité chargée de l'administration a toujours le droit d'être représentée devant le Conseil.

M. MAKIN (Australie) (interprétation) : Monsieur le Président, nous pensons, à propos de cet article, qu'il appartient aux autorités chargées de l'administration de déterminer exactement la représentation qui sera nécessaire pour répondre à toutes questions que le Conseil pourrait poser concernant l'administration des territoires sous tutelle. En effet, il serait peu commode d'appeler certains fonctionnaires de ces territoires afin de les faire comparaître devant ce Conseil. Il appartient aux autorités chargées de l'administration de fixer quelle serait la meilleure façon dont ces territoires pourraient être représentés. Les autorités administratives doivent avoir liberté d'action entière pour que les personnes choisies soient les meilleures, qu'elles appartiennent à l'administration centrale ou à l'administration locale.

Dans le cas de la Nouvelle Guinée, par exemple, de nombreux fonctionnaires sont actuellement très occupés par la tâche de reconstruction nécessitée par les conséquences de la guerre, et il serait difficile et peu souhaitable de les appeler hors de ces territoires dans un avenir assez proche.

Nous ferons de notre mieux pour fournir les représentants les plus capables, qu'ils appartiennent à l'administration locale ou à l'administration centrale. Nous pensons qu'il appartient fondamentalement aux autorités chargées de l'administration de déterminer la façon dont ces représentants répondront aux questions que le Conseil pourrait poser.

A notre avis, l'article en question n'accorde pas à ces autorités la liberté d'action dont elles ont besoin et ne leur laisse pas le droit de déterminer la façon dont leurs représentants répondront aux questions posées par le Conseil.

M. GARREAU (France) : Monsieur le Président, je me permets de suggérer au Conseil d'adopter, pour l'article en discussion, la même rédaction que celle de l'article 17 que nous avons déjà adopté pour les pétitions. Celui-ci était rédigé de la façon suivante :

"Au cours de l'examen de toutes les pétitions, l'autorité chargée de l'administration pourra désigner et faire assister à la séance un représentant particulièrement au courant des affaires du territoire dont il est question".

Cet article a été rédigé par le Comité de rédaction et adopté.

Nous pourrions remplacer le mot "pétitions" par le mot "rapports". A mon avis, cette rédaction aurait l'avantage de répondre aux observations formulées par les représentants de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, observations que j'approuve entièrement, pour ma part.

M. RYCKMANS (Belgique) : Je suis d'accord avec les observations présentées jusqu'ici ; c'est pourquoi je vous propose la suppression de la deuxième partie de l'article, à partir des mots "in order to afford". En effet, il faut reconnaître et organiser le droit, pour la Puissance chargée de l'administration, de se faire représenter par un délégué spécial lors de la discussion du rapport. Mais il faut bien se souvenir que la Charte exige de la Puissance chargée de l'administration la présentation d'un rapport annuel et non pas d'un simple rapport oral sur son administration du territoire.

En conséquence, toute liberté doit être laissée à la Puissance chargée de l'administration de se faire représenter comme elle veut et par qui elle veut.

Je propose donc la suppression pure et simple de la deuxième phrase de l'article.

M. GERIG (Etats-Unis) (Interprétation) : Je suis d'accord sur la suppression des mots "en règle générale" qui a été proposée par le délégué de la Nouvelle-Zélande, ainsi que sur celle de la deuxième partie de cet article, mais toutefois, dans ce dernier cas, je voudrais attirer l'attention du Conseil sur le fait que le Conseil de la Société des Nations avait adopté une résolution suggérant précisément la procédure qui est indiquée dans la deuxième partie de l'article 82. On avait estimé, en effet, fort utile que des représentants connaissant bien les questions locales puissent être présents au moment de la discussion des rapports.

Je vous rappelle donc que le Conseil de la Société des Nations avait adopté une résolution suggérant cette procédure et je crois qu'il serait peut-être utile, tout en supprimant la phrase en question de l'article 82, que le Conseil de tutelle prenne plus tard une résolution dans le même sens. Cette solution pourrait, à mon avis, donner satisfaction à tout le monde.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Nous sommes maintenant saisis de trois suggestions. La première est celle du vice-président qui propose de supprimer les mots "en règle générale" à la fin de la deuxième ligne de l'article 82. La seconde est celle du représentant de la France qui désire remplacer la deuxième phrase de l'article 82 par la rédaction que nous avons adoptée pour l'article 17. La troisième est celle du représentant de la Belgique qui propose la suppression pure et simple de la deuxième phrase de l'article 82.

Je désire demander maintenant au représentant de la France si, à la suite de cette dernière suggestion, il désire encore que sa proposition soit mise aux voix.

M. GARREAU (France) : Monsieur le Président, la rédaction de l'article 17 me paraît répondre à toutes les objections et observations qui ont été formulées par mes collègues, mais je ne tiens pas à ce qu'elle soit mise aux voix si vous avez vous-même l'impression que l'article 82 du Document T/4 pourrait être modifié suivant les désirs exprimés par les membres du Conseil.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Je ne désire pas, en ce qui me concerne, insister dans un sens ou dans l'autre, mais je voudrais connaître la volonté des membres du Conseil.

Je vais donc mettre aux voix la proposition du représentant de la France qui consiste à modifier le texte de la seconde phrase de l'article 82 en le remplaçant par la rédaction figurant à l'article 17 des règles concernant les pétitions (page 7 du Doc. T/AC.1/2).

M. NERVO (Mexique) (Interprétation) : La proposition qu'a faite tout à l'heure le délégué de la France consistait, si je l'ai bien comprise, à remplacer l'intégrité de l'article 82 par le texte emprunté à l'article 17 mutatis mutandis, c'est-à-dire en remplaçant le mot "pétition" par le mot "rapport" chaque fois qu'il apparaît. Or, vous venez vous-même, Monsieur le Président, de déclarer que cette nouvelle rédaction empruntée à l'article 17 devrait figurer à la suite de la première phrase de l'article 82. Il me semble que cela ne servira pas à grand'chose étant donné que la première phrase de l'article 82 et le texte emprunté à l'article 17 expriment la même idée mais dans des termes différents.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Afin d'éviter tout malentendu, je demanderai au représentant de la France si j'ai bien compris sa proposition.

Je croyais que le délégué de la France désirait conserver la première phrase de l'article 82 -il s'agira plus tard de voir si l'on élimine les mots "en règle générale"- et rédiger la seconde phrase de la façon suivante : "en vue de fournir toutes les explications et tous les renseignements complémentaires que pourrait désirer le Conseil de tutelle, l'autorité chargée de l'administration pourra désigner et faire assister à la séance un représentant particulièrement au courant des affaires du territoire dont il est question,"

M. GARREAU (France) : Monsieur le Président, comme l'a pensé le délégué du Mexique, je proposais de substituer intégralement l'article 82 tel qu'il est rédigé dans le document T/4 par une rédaction analogue à celle de l'article 17.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je vais mettre aux voix la proposition du délégué de la France.

Il est procédé au vote à main levée.

(La proposition française est adoptée)

LE PRESIDENT (interprétation) : Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de mettre aux voix les autres propositions.

Le Conseil adopte donc la proposition du délégué de la France, le mot " pétition " de l'article 17 sera remplacé par les mots " rapport annuel ".

(Il en est ainsi décidé)

Article 40 (Document T/1).

LE PRESIDENT (interprétation) : Cet article est ainsi conçu :

" Les représentants de l'autorité administrative participent librement à l'examen et à la discussion du rapport, sauf lorsque la discussion porte sur des conclusions particulières visant le rapport, mais ils n'ont en aucun cas le droit de vote ".

Vous pourrez constater que le Secrétariat n'a proposé aucun changement à la rédaction de cet article.

M. RYCKMANS (Belgique) : Il me semble, en raison du vote

que le Conseil vient de prendre, que cet article devient inutile puisque le texte de l'article 86, modifié par le Comité de rédaction, trace la ligne de conduite à adopter par le fonctionnaire. Il est, à mon avis, inutile de le répéter dans l'article suivant.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Monsieur le Président, le représentant de la Belgique a peut-être raison; quant à moi, cependant, ces textes me paraissent légèrement différents, sinon dans l'idée, du moins dans les termes; la différence notable se manifeste surtout dans le texte de l'article qui nous occupe actuellement et dans lequel figure l'idée de vote. Je serai personnellement en faveur du maintien de ce texte dans sa rédaction actuelle.

J'aurais également une légère observation à formuler du point de vue rédactionnel uniquement : l'expression " participer librement à l'examen des discussions " ne me paraît pas très heureuse. L'idée, j'en conviens, est excellente mais ne convient pas au style de notre règlement intérieur. En effet, si l'on supprime le mot " librement ", " participer " est parfaitement clair et suffisant.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : Nous pourrions dire, à la deuxième ligne de cet article et afin de faciliter la situation du représentant spécial : " Les représentants de l'autorité administrative peuvent participer " au lieu de simplement " participer ".

LE PRESIDENT (interprétation) : Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de mettre aux voix ces deux modifications minimales de rédaction; en l'absence d'objection, nous adopterons le texte de l'article 83 en remplaçant, dans le texte français, le mot " participer " par " peuvent participer " et en supprimant, à la deuxième ligne, le mot " librement ".

M. RYCKMANS (Belgique) : Je me demande s'il est vraiment nécessaire de mentionner, dans un article, que le représentant spécial n'a pas le droit de vote.

Tout le monde sait parfaitement que le droit de vote n'est accordé qu'aux représentants des gouvernements siégeant au Conseil de tutelle. Devons-nous donc le répéter chaque fois qu'une personne envoyée par un gouvernement, un pétitionnaire ou un membre du Bureau International du Travail, assisteront à nos délibérations ? Cela me paraît un peu puéril.

Le PRESIDENT (interprétation): Le Secrétaire vient de m'informer qu'à l'article 12, nous avons adopté le texte proposé, en ajoutant les mots "sans droit de vote". Je pense qu'il est préférable que nous nous en tenions à une procédure unique.

Si le délégué de la Belgique n'y a pas d'objection, je considérerai que l'article 40 du Document T/1 ou 83 du Document T/4 est adopté avec les deux changements mentionnés.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation): Je crois que nous pourrions répondre au désir de notre collègue belge en modifiant la dernière partie de cet article et, au lieu de dire d'une façon un peu emphatique: "mais ils n'ont en aucun cas le droit de vote", nous dirions simplement: "sans droit de vote".

M. RYCKMANS (Belgique): Je me rallie à cette proposition.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation): (propose une modification qui n'affecte pas le texte français).

Le PRESIDENT (interprétation): La proposition britannique concernant l'article 83 est formulée dans les mêmes termes que l'article 12, qui a été déjà adopté.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation): Je n'insiste pas.

Le PRESIDENT (interprétation): L'article 40 du Document T/1 (83 du Document T/4) se lirait donc ainsi:

"Les représentants de l'autorité administrative peuvent
"participer sans droit de vote à l'examen et à la discussion du
"rapport, sauf lorsque la discussion porte sur des conclusions
"particulières visant le rapport."

S'il n'y a pas d'observations, je considérerai que cet article est adopté.

(Adopté).

M. GARREAU (France): Monsieur le Président, je crois qu'un mot a été oublié dans le texte français et qu'il faudrait dire: "les représentants spéciaux de l'autorité administrative..."

Le PRESIDENT (interprétation): Le Secrétariat remédiera à cette omission. Je vous remercie de nous l'avoir signalée.

XV. Visites dans les territoires sous tutelle.

Article 46 (Document T/1), 91 (Document T/4)

Le PRESIDENT (interprétation): Nous abordons maintenant le chapitre XV relatif aux visites dans les territoires sous tutelle et, tout d'abord, l'article 46 du document T/1 (article 91 du Document T/4). Cet article a été assez considérablement modifié par le Secrétariat. Je vous signale, en particulier, que le Secrétariat a proposé de supprimer les membres de phrases parlant des zones stratégiques, car l'article 109 du Document T/4 traite de cette question.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation): J'ai déjà dit au sujet des pétitions que, de l'avis de la délégation des Etats-Unis, l'article 109, qui est le seul à traiter des zones stratégiques, est insuffisant. Nous voudrions qu'il fût fait mention de ces zones également dans le présent article. La délégation des Etats-Unis propose la rédaction suivante:

"Le Conseil prend des dispositions concernant les visites périodiques auxquelles procèdent son représentant ou ses représentants de la façon suivante:

- "a) dans chaque territoire sous tutelle ressortissant de la compétence de l'Assemblée générale et,
- "b) dans les zones stratégiques en accord avec les dispositions de l'article 83, paragraphe 3 de la Charte et en conformité avec les dispositions des accords de tutelle concernant ces territoires."

Il ne me paraît pas nécessaire de conserver la suite de cet article, c'est-à-dire d'entrer dans les détails des visites, puisqu'il est dit au début de l'article que le Conseil prend les dispositions nécessaires.

Le PRESIDENT (interprétation): Je voudrais savoir si cette proposition est complète. Dans votre esprit, que doit devenir la seconde partie de l'article 91?

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation): Je crois que les mots: "un mois au moins avant la visite" ne sont pas nécessaires. En effet, la Charte elle-même prévoit que ces visites sont faites en accord avec les autorités chargées de l'administration. Cela peut donc être un ou plusieurs mois avant cette date.

M. GARREAU (France): La rédaction générale de l'article 91, telle qu'elle est proposée, ne me paraît pas correspondre aux dispositions des accords de tutelle, du moins pour ce qui est des territoires sous tutelle de la France.

Tout d'abord, un mois de délai avant d'aviser les autorités administratives de l'envoi d'une mission de visite, me paraît tout à fait insuffisant. Mais le plus important est que, d'après les dispositions de nos accords de tutelle, "le Gouvernement français s'engage: à faciliter les visites périodiques éventuelles du territoire sous tutelle, auxquelles l'Assemblée générale ou le Conseil de tutelle pourraient faire procéder, à convenir avec ces organes des dates auxquelles ces visites auraient lieu, ainsi qu'à s'entendre avec eux sur les questions que poseraient l'organisation et l'accomplissement de ces visites."

En conséquence de ces dispositions, je propose les deux modifications suivantes:

1. Le délai serait fixé à deux mois au lieu d'un;

2. Le Conseil de tutelle avertirait donc deux mois d'avance la puissance tutrice de son intention de faire procéder à une visite; la puissance tutrice examinerait l'opportunité de la visite et soumettrait sa réponse, avec ses observations, au Conseil de tutelle.

En un mot, il conviendrait de s'entendre au préalable, pour ces visites, entre l'administration du pays qui doit être soumis à la visite et le Conseil de tutelle. Ceci est conforme aux dispositions mêmes des accords de tutelle.

M. RYCKMANS (Belgique) : J'approuve les observations du représentant des Etats-Unis en ce qui concerne la seconde partie de l'article. Je préfère sa solution à celle suggérée par le représentant de la France tendant à supprimer purement et simplement ce qui est couvert par la Charte et par les accords de tutelle.

Toutefois, je voudrais demander au représentant des Etats-Unis pourquoi il a divisé, dans son projet, les territoires que je pourrais appeler ordinaires et au sujet desquels il n'est rien dit et les territoires stratégiques pour lesquels les visites doivent être faites conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 83 de la Charte et à celles des accords de tutelle.

Les visites doivent également être faites conformément à l'article 83 de la Charte et aux dispositions des accords de tutelle pour les territoires ordinaires. En outre je m'étonne que le représentant des Etats-Unis ait laissé dans son projet les mots " for information or enquiries or for any other purposes within the Charter ". En effet, je ne vois pas qu'il soit question dans la Charte, de voyages pour informations et enquêtes.

Je propose donc que le texte du délégué des Etats-Unis soit adopté dans la rédaction suivante qui donne satisfaction aux uns et aux autres :

" The Trusteeship Council shall make provision for periodic official visits, by its representative or representatives to each trust territory, in accordance with the provisions of paragraph 3 of article 83 of the Charter and with the terms of the trusteeship agreements for those territories.

Sir Carl BERENDSEN (Vice-Président) (Nouvelle-Zélande)
(interprétation) : Nous nous sommes tous fort réjouis de l'amusant tableau du délégué de l'Irak nous montrant le représentant spécial

se présentant devant le Conseil avec un large sourire pour participer librement à la conversation et aux débats. Mais je crois qu'il faut que nous fassions des choses plus sérieuses.

Je rends hommage à l'esprit fertile du délégué des Etats-Unis qui présente des propositions fort utiles, comme s'il sortait des lapins d'un chapeau. En l'occurrence, j'appuie dans l'ensemble, la proposition qu'il a présentée. Toutefois, il est assez difficile de se prononcer immédiatement sur un texte que nous voyons pour la première fois et je crois que nous ne devrions pas le faire aussi rapidement.

Par ailleurs, j'appuie également les observations du délégué de la Belgique. Cet article serait plus simple et moins ambigu si nous l'abrégeons et si nous utilisons les termes mêmes de la Charte.

D'autre part je trouve que c'est aller trop loin que d'employer, aussi bien dans le projet du délégué des Etats-Unis que dans le document T/4, les mots "et pour tout autre but, conformément à la Charte". Il faudrait, selon moi, préciser qu'il s'agit d'un but en rapport avec le système de tutelle.

En résumé, j'approuve donc le texte de la délégation des Etats-Unis, mais je préférerais qu'il soit simplifié, comme l'a proposé le délégué de la Belgique, et je demande qu'après une discussion générale que j'espère fort brève nous transmettions cet article au Comité de rédaction.

M. MAKIN (Australie) (interprétation) : Je suis d'accord avec l'exposé que vient de faire notre vice-président. Je pense que les vues qu'il a exprimées ici sont celles que j'aurais moi-même exposées. Quant à la proposition d'amendement faite par le délégué des Etats-Unis, elle est, à mon sens, acceptable et je l'appuierai. Cependant, l'article proposé ne reflète pas exactement l'article 87 paragraphe (c) de la Charte, qui dit : "faire procéder à des visites périodiques dans les territoires administrés par ladite autorité". Le texte, ici, dit que le Conseil devra faire procéder à des visites "pour recueillir des informations ou faire des enquêtes ou pour toute autre raison compatible avec la Charte...". Le but de ces visites est seulement de rendre plus facile l'application du système des tutelles et il n'y a pas lieu de définir plus largement l'objectif qui doit être atteint. Je pense que cette question pourrait être renvoyée au Comité de rédaction qui, sur la base des observations faites ici, pourra trouver une rédaction acceptable.

LE PRESIDENT (interprétation) : Les suggestions présentées par le vice-président et le délégué de l'Australie sont raisonnables. Je pense qu'elles recueillent une unanimité virtuelle au sein de ce Conseil. Nous pourrions, à la lumière des discussions qui ont eu lieu ici, renvoyer la rédaction de ce texte au sous-comité.

M. RYCKMANS (Belgique) : Je ne crois pas que le comité de rédaction aurait des indications suffisantes avec cette discussion. Voudriez-vous demander au représentant des Etats-Unis si la formule que j'ai suggérée pour modifier sa proposition d'amendement rencontre son agrément ? Je lui donne exactement les garanties qu'il demande pour les zones stratégiques à l'article 83 paragraphe 3 de la Charte et aux accords de tutelle et je demande les mêmes garanties pour les autres territoires. Je demande que chez nous aussi on fasse les visites conformément à l'article 83 paragraphe 3 et aux accords de tutelle.

Je voudrais également que le comité de rédaction ait une indication quant à la pensée du Conseil au sujet de la suppression que je propose formellement de cette ajoute : "for information or inquiries or for any other purposes within the Charter", parce que je ne vois pas qu'il soit question dans la Charte d'autre chose que des voyages périodiques. Il n'est pas question de voyages pour information, pour enquêtes ou autres objets. Je demande simplement qu'on supprime ces mots qui ne figurent pas dans la Charte.

M. GARREAU (France) : Je voulais simplement, à l'intention du comité de rédaction, indiquer que le projet de texte proposé par le délégué des Etats-Unis répond aux observations que j'ai formulées tout à l'heure et que je m'y rallie entièrement. Je ne réfère en particulier aux deux règles 47 et 48.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : Je crois que toutes les suggestions présentées sont fort utiles. En effet, le délégué de la Belgique a raison de dire que les termes des accords de tutelle s'appliquent aux zones stratégiques comme aux autres territoires sous tutelle. Toutefois, l'article 83 ne peut s'appliquer qu'aux zones stratégiques, puisqu'il ne s'occupe que de celles-là. Je crois que c'est là une question de rédaction.

M. RYCKMANS (Belgique) (interprétation) : Je précise qu'en ce qui concerne les zones non-stratégiques, c'est l'article 87 alinéa (c) qui doit s'appliquer.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : Je suis d'accord avec cette rectification. Dans ce cas-là on pourrait citer l'article 87, alinéa (c) en ce qui concerne les zones non stratégiques. Par ailleurs, la phrase figurant dans cet article concernant les informations, enquêtes, ou pour toute autre raison compatible avec la Charte, a été reprise

dans le projet élaboré à Londres. Je crois toutefois qu'il est fort possible d'accepter pour ce passage la suggestion du délégué de l'Australie. Ce sera simplement une question de rédaction que le comité de rédaction pourra régler.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je pense que nous pouvons donc renvoyer l'article 46 du document T/1 (ou 91 du document T/4) avec la modification proposée par le représentant des Etats-Unis et les observations faites dans ce Conseil, au comité de rédaction, afin qu'il nous fasse rapport à une date ultérieure.

(Il en sera ainsi fait).

Article 92 - Document T/4.

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous passons maintenant à l'article 92 du document T/4. Cet article proposé par le Secrétariat figure au bas de la page 33 du texte français. Il est ainsi conçu : "Le Conseil de tutelle fixe le mandat de chaque mission de visite et donne aux membres de cette mission toutes instructions spéciales qu'il juge appropriées."

LE PRESIDENT (Interprétation) : L'article 92 vous donne-t-il satisfaction dans sa rédaction actuelle ?

M. RYCKMANS (Belgique) : J'aimerais qu'on y ajoute, de façon à ce qu'il soit conforme aux accords de tutelle, les mots suivants : "d'accord avec la Puissance chargée de l'administration".

LE PRESIDENT (Interprétation) : Puis-je demander à quel endroit vous voudriez insérer ces mots ?

M. RYCKMANS (Belgique) : L'article 92 pourrait se lire de la façon suivante : "Le Conseil de tutelle fixe, d'accord avec la Puissance chargée de l'administration, le mandat de chaque mission de visite, etc."

M. PADILIA - NERVO (Mexique) (Interprétation) : Je n'ai pas sous les yeux le texte des Accords de tutelle et je ne puis dire avec précision, par conséquent, à quelle clause le délégué de la Belgique a fait allusion à l'instant même. Il me semble cependant que le mandat de la mission envoyée en visite doit, de toute façon, être approuvé par le Conseil de tutelle. Or, l'autorité chargée de l'administration est représentée à ce Conseil. Il me paraît donc inutile de préciser, dans un article du règlement, que le mandat de la mission de visite ne pourra être établi qu'après accord préalable avec l'autorité chargée de l'administration car, je le répète, cette autorité siège ici et est à même de faire valoir ses objections éventuelles.

D'autre part, considérons l'article 87, alinéa c de la Charte, où il est dit que "l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle peuvent faire procéder à des visites périodiques dans les territoires administrés par la dite autorité, à des dates convenues avec elle".

Par conséquent, seule la fixation de la date de la visite nécessite un accord préalable entre le Conseil et l'autorité chargée de l'administration. La Charte ne fait aucune mention du mandat et des instructions précises de la mission envoyée en visite. C'est le Conseil de tutelle seul qui peut en décider.

Par conséquent, je ne pense pas que l'addition proposée par le délégué de la Belgique s'impose.

M. RYCKMANS (Belgique) : Nous ne devons pas seulement tenir compte de la Charte, mais aussi de l'Accord de tutelle.

Je suis prêt à donner satisfaction au représentant du Mexique et à ne pas préciser qu'il faut l'accord de la puissance chargée de l'administration, parce que l'on peut, en effet, concevoir des accords de tutelle où cette condition ne soit pas exigée. Cependant, en ce qui concerne l'accord de tutelle du Ruanda-Urundi, notamment, il est dit que "l'autorité chargée d'administration s'engage à faciliter les visites périodiques du territoire sous tutelle auxquelles l'Assemblée générale ou le Conseil de tutelle pourraient éventuellement faire procéder, à convenir avec ces organes des dates auxquelles ces visites auraient lieu, ainsi qu'à s'entendre avec eux sur les questions que poseraient l'organisation et l'accomplissement de ces visites". Nous prenons ainsi l'engagement de nous entendre avec le Conseil de tutelle. Je demande donc maintenant que le Conseil de tutelle prenne l'engagement de s'entendre avec nous.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : Nous pourrions peut-être donner satisfaction à tous en modifiant légèrement la rédaction de cet amendement. Au lieu de dire, comme l'avait proposé le délégué de la Belgique : "avec l'assentiment des puissances administratives, nous pourrions adopter la rédaction suivante : "le Conseil de tutelle, en conformité avec les accords de tutelle, fixe le mandat ..."

Les différents accords de tutelle ne sont pas, en effet, identiques ils peuvent varier. Il faudrait surtout éviter de donner l'impression que le mandat de la mission de visite peut connaître d'autres restrictions que celles qui sont définies par les accords de tutelle, et que le Conseil de tutelle n'est pas capable de donner à chaque mission de visite le mandat approprié.

M. GARREAU (France) : Je me rallie à la proposition du délégué des Etats-Unis. Sa rédaction répond aux observations que j'ai formulées tout à l'heure en ce qui concerne l'application des accords de tutelle.

M. LIU CHIEH (Chine) (interprétation) : C'est là un exemple typique de ces adjonctions contre lesquelles il est difficile de s'élever étant donné qu'elles n'ont pas de but précis et qu'elles sont pratiquement inutiles.

Le paragraphe d) de l'article 87 de la Charte déclare, en effet, que le Conseil de tutelle doit "prendre ces dispositions et toutes autres, conformément aux termes des accords de tutelle". Je ne vois donc pas l'utilité d'un tel texte. Toutefois, si le Conseil désire cette adjonction, je ne suis pas en mesure de m'y opposer avec succès. Ce texte me paraît non seulement inutile, mais sans objet précis puisque, à ma connaissance, il n'y a aucune disposition dans les accords de tutelle qui ait le moindre rapport avec les instructions à donner aux missions envoyées en visite.

LE PRESIDENT (interprétation) : Puis-je demander au représentant de la Belgique si la proposition du délégué des Etats-Unis le satisfait ?

M. RYCKMANS (Belgique) / (interprétation) : Elle me satisfait entièrement.

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous sommes tous, je crois, d'accord sur la proposition de la délégation des Etats-Unis qui consistait à ajouter au texte de l'article 92, après les mots "le Conseil de tutelle fixe", l'expression "en conformité avec les accords de tutelle respectifs". La suite du texte demeurerait inchangée.

Si le représentant de la Chine ne demande pas la mise aux voix de sa proposition, je considérerai le texte de l'article 92 ainsi modifié comme adopté.

M. POYNTON (Royaume-Uni) (interprétation) : Je voudrais attirer votre attention sur un point supplémentaire que le Comité de rédaction pourrait d'ailleurs vérifier.

L'amendement qui vient d'être ajouté : "en conformité avec les accords de tutelle" devrait s'appliquer également, me semble-t-il, aux deux parties de cet article, c'est-à-dire aussi bien au mandat des missions de visite qu'aux instructions spéciales que le Conseil juge approprié de donner aux membres de cette mission; et cet amendement s'applique peut-être encore plus à la deuxième partie de cet article qu'à la première.

Par ailleurs, en ce qui concerne également la deuxième partie de l'article 92, il appartient, à mon avis, au Conseil de tutelle lui-même de donner ces instructions spéciales et il ne doit pas déléguer ce droit.

LE PRESIDENT (interprétation) : En raison des déclarations du représentant du Royaume-Uni, je pense que cet article devra également être renvoyé au Comité de rédaction.

(L'article 92 sera renvoyé au Comité de rédaction).

Article 93 (Doc. T/4).

LE PRESIDENT (interprétation) : L'article 93 (Doc.T/4) est une proposition du Secrétariat. Son texte est le suivant :

"Toutes les visites périodiques, enquêtes ou études spéciales,
"se font conformément aux prescriptions qui peuvent être for-
"mulées par le Conseil de tutelle".

M. MAKIN (Australie) (interprétation) : Il s'agit simplement de remplacer, dans le texte français, le mot " prescriptions " par " instructions " ; Je désire que nous adoptions cet amendement.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : Si nous utilisons le mot " instructions " au lieu de " prescriptions ", nous revenons à l'article précédent. J'ai déjà dit que cet article 93 n'est pas très utile; je ^{ne} pense pas, en effet, qu'il soit bon d'envisager des prescriptions compliquées pour les missions, visites, etc...., les membres de ces missions doivent avoir l'expérience nécessaire pour agir de la façon la plus utile et la plus convenable.

Je doute qu'il soit nécessaire de prescrire exactement les règles et la façon suivant lesquelles ces missions doivent se comporter. En conséquence, je proposerais la suppression de cet article.

M. POYNTON (Royaume-Uni) (interprétation) : J'allais faire la même proposition que le délégué des Etats-Unis.

M. GARREAU (France) : Je m'apprêtais à faire la même proposition .

M. BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) : Moi aussi.

LE PRESIDENT (interprétation) : En l'absence d'objection, l'article 93 sera supprimé.

(Il en est ainsi décidé).

Article 94 (Doc.T/4).

LE PRESIDENT (interprétation) : L'article 94 , article 47 du document T/1, se lit comme suit ;

"Le Conseil peut désigner comme ses agents, aux fins des visites
"périodiques, un ou plusieurs représentants de Membres du Conseil,
"ou des fonctionnaires du Secrétariat, qui soumettent leurs conclusions au Conseil. Il peut également faire appel à des experts.
"Ces agents seront choisis en raison de leur compétence et de
"leur intégrité, et de préférence non-ressortissants de l'Etat
"chargé d'administrer le territoire."

Vous constaterez que le Secrétariat a apporté un certain nombre de modifications à la rédaction de cet article; je ne les lirai pas étant donné que vous en avez le texte sous les yeux.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : Le document que la délégation des Etats-Unis a fait distribuer tout à l'heure contient une proposition tendant à modifier la rédaction de l'article 94; le but de cette modification est évident.

L'insertion de la phrase suivante est proposée à ce texte :

"Chaque représentant peut, avec l'assentiment du Conseil, nommer
"des suppléants pour l'aider dans son travail, les dépenses de
"ces suppléants seront payées par les Gouvernements respectifs".

A part l'insertion de cette phrase, les modifications à apporter à l'article 94 sont minimales.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Monsieur le Président, ainsi que le délégué des Etats-Unis l'a déclaré à l'instant, il existe une légère différence entre le texte qu'il propose et celui que nous a soumis le Secrétariat; ma préférence irait au texte de la délégation des Etats-Unis et, si vous me le permettez, c'est sur la base de ce

texte que j'apartirai pour présenter quelques suggestions plutôt de forme que de fond.

Ma première remarque concerne l'expression employée à la deuxième ligne du texte anglais; on y parle de " un ou plusieurs représentants au Conseil de tutelle ", pour ma part je préférerais que l'on dise " un ou plusieurs membres du Conseil de tutelle "; il y a, en effet, une légère question de principe qui entre en considération; le terme " représentants " laisse entendre que ce sont des personnes choisies à titre personnel, en raison de leur personnalité, je ne puis être d'accord avec un principe de ce genre; en effet, les personnes intéressées ici ce sont les Etats Membres et ceux-ci doivent avoir pleine liberté pour désigner ceux qu'il leur semble opportun d'envoyer en missions, il ne faut nullement lier ces missions. D'autre part, l'adoption du principe des représentants présente une autre difficulté; il est possible qu'un représentant, choisi en raison de sa personnalité, se trouve, pour une raison ou pour une autre, empêché de prendre part à la mission, son gouvernement par exemple pourrait l'envoyer ailleurs pour une période plus longue, il ne serait donc plus en mesure de remplir les fonctions pour lesquelles il aurait été désigné et des difficultés pourraient s'ensuivre.

En conséquence, l'insertion de " membres " à la place de " représentants " me paraît, en principe, préférable et plus sûre.

Je suggère une autre légère modification relative à la phrase "la mission pourra être assistée par un membre du Secrétariat "; je préfère que l'on dise " par un ou plusieurs membres du Secrétariat ". En effet, ces missions pourront éventuellement être très réduites et n'être à la rigueur composées que d'un membre par exemple et nous devons laisser au Secrétariat la latitude de ne désigner qu'un membre s'il le désire; mais la chose est d'une importance minime.

La même considération s'applique à la phrase suivante : " chaque

représentant pourra désigner un suppléant "; là encore, il serait bon de dire " un ou plusieurs suppléants " afin de laisser la porte ouverte à tous les cas possibles.

Je suggérerai encore une autre légère modification, tendant à remplacer l'expression " chargé d'assister le représentant " par " l'assister dans son travail " car les services de cet assistant seront purement personnels et il serait bon de le dire.

A propos de la phrase suivante " les dépenses seront payées par les Gouvernements respectifs ", l'élégance demande que les dépenses soient " supportées " par ces gouvernements !

Enfin, revenant sur la considération qui m'a poussé à faire ma première remarque, je la répète à propos de la dernière phrase: " les membres des missions seront choisis pour leur compétence et leur intégrité personnelles ". Je ne pense pas que ce soit là une phrase très heureuse; il est bon, je suppose, de passer sous silence que tous les membres choisis seront nécessairement parmi les meilleurs.

M. POYNTON (Royaume-Uni) (Interprétation) : Je voudrais soulever une question de procédure. Tout à l'heure, notre vice-président a parlé de lapins qui sortent de chapeaux. Je crois que les efforts combinés de la Commission préparatoire, du Secrétariat et de la délégation des Etats-Unis, nous ont préparé un véritable pâté de lapin et je voudrais que la proposition de la délégation des Etats-Unis fût examinée phrase par phrase comme si chacune d'elles constituait un article séparé.

LE PRESIDENT (Interprétation) : La proposition du délégué des Etats-Unis mettra certainement de l'ordre dans notre discussion et, si les membres du Conseil sont d'accord, comme je le suppose, nous suivrons sa suggestion. Trois orateurs sont inscrits : les délégués de la Chine, de la Nouvelle-Zélande et de la Belgique. Ils auront un droit de priorité lorsque nous en arriverons à la discussion des phrases qui les intéressent spécialement.

J'ouvre la discussion sur la première phrase :

"Le Conseil de tutelle pourra désigner comme membres de ces missions de visite, un ou plusieurs représentants du Conseil de tutelle assistés de façon normale par les membres du Secrétariat. Ils devront ensuite faire rapport au Conseil de tutelle sur les résultats de leur enquête."

M. LIU CHIEH (Chine) (Interprétation) : Je n'ai pas d'objection fondamentale à soulever contre la procédure proposée par le représentant du Royaume-Uni, qui consiste à examiner cet article phrase par phrase. Je crois au contraire que c'est là, du point de vue de la rédaction, une méthode de travail extrêmement utile. Mais, à très juste titre,

vous avez eu pour pratique constante, Monsieur le Président, de mettre d'abord en discussion les principes généraux de chacun des textes que nous avons abordés.

Or, il me semble que, dans ce texte, il y a plus de principes qui s'opposent que dans n'importe quelle autre des règles que nous avons étudiées jusqu'à présent. Par conséquent, je désirerais faire quelques remarques sur l'ensemble des questions de principe que soulève cet article 94.

Je pars, pour aboutir à mes conclusions, de prémices entièrement différentes de celles qui ont été choisies tout à l'heure par le délégué de l'Irak. Il me semble, qu'avant tout, la mission envoyée en visite est représentative du Conseil de tutelle. Elle est désignée par lui afin de faire une enquête, de recueillir des renseignements, etc... sur des questions que le Conseil de tutelle désire mieux connaître. Par conséquent, la mission ne représente aucun Gouvernement mais exclusivement le Conseil de tutelle. D'ailleurs, c'est bien à celui-ci qu'elle devra présenter son rapport et non pas à un Gouvernement quelconque. Il semble donc bon, il semble logique de laisser au Conseil de tutelle le choix exclusif de la composition de la mission et d'éliminer toute influence gouvernementale en cette matière.

Il résulte de ces considérations que, au contraire de ce que pensait le délégué de l'Irak, il est très désirable que les membres de cette mission soient choisis en fonction de leurs mérites et de leur compétence personnels. J'estime que le Conseil de tutelle ne peut pas laisser à des Gouvernements le soin de désigner des personnes que lui-même^{ne} connaîtrait absolument pas et qui seraient chargées d'aller porter sa bannière dans les territoires sous tutelle. Au reste, des personnes qui seraient

ainsi désignées par des Gouvernements pour faire partie d'une mission envoyée par le Conseil de tutelle, se trouveraient dans une situation quelque peu embarrassante, car à qui devraient-elles faire rapport ? A leurs Gouvernements respectifs ou au Conseil de tutelle ?

Par conséquent, et pour me résumer, je dirai qu'à mon sens ce sont des représentants et non pas des membres qui doivent être désignés.

Sur un autre point de la proposition de la délégation des Etats-Unis, il y a pour moi une obscurité. Cette proposition stipule que les dépenses des suppléants seront supportées par les Gouvernements intéressés. Quelle est la base de cette disposition ? Je le répète : la mission doit être responsable devant le Conseil de tutelle. Or, si l'on fait intervenir des Gouvernements pour le paiement des dépenses de cette mission, on détruira par là même le caractère international de celle-ci. D'ailleurs, l'article 96 du document T/4 contient une disposition qui me paraît excellente et selon laquelle "tous les frais qu'entraîneront les visites périodiques, les enquêtes et études spéciales, y compris les frais de voyage des missions de visite, seront à la charge de l'Organisation des Nations Unies."

Je n'insiste pas sur cette question de financement, car elle me paraît moins essentielle que le maintien du caractère international et strictement dépendant du Conseil de tutelle que ne doit jamais perdre la mission.

Enfin, le texte est encore quelque peu obscur du point de vue de la rédaction pure et simple. Il n'en ressort pas clairement que les membres de la mission doivent être -ou ne doivent pas être, car on se demande quelle est exactement la situation- choisis parmi les représentants des Etats siégeant au Conseil de tutelle ou si d'autres

personnes peuvent faire partie de la mission. A mon sens, et en m'inspirant de mes premières conclusions, j'estime que, si le besoin s'en fait sentir - par exemple dans le cas où l'on ne trouverait personne parmi les ressortissants des Etats représentés au Conseil de tutelle - il serait très recommandable de désigner des experts de renommée internationale ou, au besoin, des experts faisant partie du personnel d'une institution spécialisée et compétents en la matière. Il ne faut donc pas introduire de clause semblant indiquer que seuls des représentants ressortissant d'Etats membres du Conseil de tutelle pourraient être choisis pour faire partie de ces missions.

Sir Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) (Interprétation) :

Pour rester d'accord avec l'excellente proposition du délégué du Royaume-Uni, je vais limiter mes remarques à la première phrase de la proposition des Etats-Unis. Je ferai remarquer que, malgré leur fréquence, toutes les propositions émises par la délégation des Etats-Unis sont fort utiles, et celle-ci l'est également. Mais nous nous trouvons ici devant une question d'une importance réelle et fondamentale. En effet, nous défrichons ici des terres nouvelles. Je crois que nous devons le faire attentivement et veiller à ce que le sillon que nous traçons soit droit. Je suis entièrement d'accord avec le délégué de la Chine. En effet, je considère que les représentants dont il est question ici devraient bien être des représentants au Conseil de tutelle. Je ne suis pas d'accord sur ce point avec le délégué de l'Irak, Je suis convaincu, tout comme le délégué de la Chine, que les missions de visite sont bien des organes du Conseil de tutelle. Il s'agit là d'un Corps international et ses membres devraient être choisis sur la base de leur compétence, de leur intégrité, et sur aucune autre. C'est à nous, Conseil de tutelle, de juger exactement les personnes que nous devons désigner pour faire partie de ces missions.

Maintenant - et je me limite toujours à la première phrase de la proposition américaine - je demande quelle est son intention quant à la composition de ces missions ? Nous avons eu différentes propositions à ce sujet. Le document T/1 prévoyait que les membres de la mission de visite pouvaient être soit des membres du Conseil de tutelle, soit des membres du Secrétariat. Quant au document T/4, je dois dire que, par suite d'une erreur typographique, je ne le comprends absolument pas; je ne vois même pas s'il diffère ou non du document T/1. En ce qui concerne la proposition des Etats-Unis, il est précisé que les membres de cette Commission de visite devraient être des représentants au Conseil de tutelle qui seraient assistés par les membres du Secrétariat.

Je ne vois pas très bien l'intention de cette proposition; je ne comprends pas si ces membres du Secrétariat seraient des membres de la mission de visite ou simplement des conseillers des autres membres. Je proposerai quant à moi de donner la plus grande liberté, la plus grande latitude au Conseil de tutelle pour la nomination de ces missions de visite. Il est évident, c'est un principe général, qu'un ou plusieurs membres du Conseil de tutelle devraient faire partie de chaque mission. Cela est simplement un principe général et je ne pense pas qu'il doive être rendu obligatoire. Il faut laisser la plus grande liberté dans le choix des membres de ces missions. Il n'est même pas nécessaire de préciser que ces membres doivent être des représentants au Conseil de tutelle ou des membres du Secrétariat; il se peut très bien par exemple que ce soient des membres des Institutions spécialisées. En tout cas, il est fort important que le Conseil de tutelle ne se lie pas lui-même les mains en ce qui concerne ces nominations.

Je passerai maintenant, si vous le permettez, à une question qui est en réalité traitée par la deuxième phrase de la proposition américaine, mais qui se rapporte au même sujet : c'est la question des suppléants. Quelle est également son intention à ce sujet ? Je crois qu'il ne faudrait, au contraire, laisser ici aucune latitude aux membres de la mission de visite pour la nomination d'autres personnes comme membres de cette mission. Naturellement, chacun des membres de la mission peut prendre quelqu'un pour l'assister dans son travail, mais il faut qu'il soit bien entendu que cet assistant n'est pas un membre de la mission proprement dit.

J'ai encore quelques remarques à faire en ce qui concerne le reste de l'article; je me permettrai de les présenter plus tard.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Je voudrais vous faire remarquer qu'une erreur typographique s'est glissée dans le texte anglais de

de l'article 94. Cette erreur n'existe pas dans le texte français. Puis-je demander au délégué de la Belgique de bien vouloir prendre la parole avant la suspension de séance.

M. RYCKMANS (Belgique) : J'ai surtout à poser des questions en cette matière qui, ainsi que l'a dit le Vice-Président, est extrêmement délicate, et sur laquelle je n'ai pas d'opinion tout à fait arrêtée.

Je voudrais savoir quelle est la signification que le représentant des Etats-Unis attache à sa proposition. La première phrase dit qu'on peut désigner comme membres des missions de visite un ou plusieurs représentants au Conseil de tutelle. Cela va de soi, et il me semble qu'on n'avait pas besoin de le dire, mais la question est de savoir qui on peut encore désigner. Est-ce que dans l'intention de l'auteur de la proposition on ne peut désigner personne d'autre ou bien, quand il dit plus loin : "It may call upon the service of expert", cela veut-il dire que le Conseil de tutelle peut avoir recours à des experts pour faire partie des missions de visite ou bien simplement pour assister des missions de visite ?

J'avoue qu'en ce qui me concerne, j'ai plutôt tendance à adopter le point de vue de notre collègue chinois. Il me semble que si on désigne notamment certains d'entre nous pour faire une visite dans un territoire, on désigne par là même l'intention du Conseil, qui doit être à mon sens de nommer telles ou telles personnes déterminées plutôt qu'un représentant du Mexique et un de l'Australie, qu'un représentant de la France et un de l'Irak. Il semble cependant que, dans l'intention du représentant des Etats-Unis, ce soit l'autre interprétation qui doit être préférée, car on ne conçoit pas très bien comment un représentant pourrait faire payer par son Gouvernement les services et les frais de voyage d'un assistant, si ce n'est pas le Gouvernement qui est désigné pour faire partie de la mission.

D'un autre côté, je sais bien que dans d'autres assemblées, par exemple au Conseil de sécurité, qui a envoyé une mission d'enquête en Grèce, le Conseil a simplement voté sur les Etats qui enverraient quelqu'un et qu'il n'a pas désigné les personnalités.

Par ailleurs, je ne conçois pas que le Conseil de sécurité, quand il s'agira de désigner le Gouverneur de Trieste par exemple, décide que ce sera un personnage désigné par le Gouvernement du Siam, de la Suède ou de la Colombie, mais plutôt qu'il nommera une personnalité choisie.

Telles sont les questions que j'avais à poser.

LE PRESIDENT (interprétation) : Il est maintenant 16 h.40, nous pourrions suspendre la séance et nous réunir à nouveau vers 17 h.

(La séance, suspendue à 16 h.40 est reprise à 17 h.10).

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous reprenons maintenant la discussion de l'article 47, qui correspond à l'article 94 du texte du Secrétariat.

Nous en étions arrivés à l'examen de la première phrase de la proposition du représentant des Etats-Unis. Celle-ci soulève, en effet, les questions de principe fondamentales.

(Le Président lit le texte de la première phrase de l'article 47 du projet de la délégation des Etats-Unis).

LE PRESIDENT (interprétation) : Messieurs, avez-vous d'autres observations à présenter sur cette phrase ou sur les principes généraux qu'elle implique ?

M. THOMAS (Royaume-Uni) (interprétation) : La rédaction actuelle de cet article me paraît quelque peu ambiguë. Je préférerais le voir diviser en deux phrases.

Par ailleurs, j'aimerais que le mot " findings ", " conclusions " soit remplacé par le mot " visites ". Dans ces conditions, le texte serait le suivant :

" Le Conseil de tutelle peut désigner comme Membre de ses missions de visite un ou plusieurs représentants au Conseil de tutelle, normalement assistés par des membres du Secrétariat ".

Puis viendrait une nouvelle phrase :

" Chaque mission devra faire rapport au Conseil de tutelle sur ses visites ".

LE PRESIDENT (interprétation) : A mon avis, nous pourrions ajourner l'examen de la rédaction même de cette phrase jusqu'à ce qu'un accord soit intervenu sur les principes généraux qu'elle pose. Il s'agit de savoir, en effet, si les missions de visite seront composées de représentants au Conseil de tutelle. C'est là la question fondamentale et je me demande si nous sommes tous d'accord à cet égard. Vous vous souviendrez qu'il y a dans la Charte, à ce sujet, des déclarations formelles.

M. GARREAU (France) : Notre collègue, le délégué de la Chine, a fort justement soulevé une question fondamentale: celle de savoir comment seront désignés les représentants du Conseil de tutelle.

Nous sommes certainement tous entièrement d'accord sur le fait que les missions de visite ne représenteront exclusivement que le Conseil de tutelle, seul responsable de leur travail, mais il s'agit de savoir comment nous désignerons les membres de ces Missions.

Il existe un précédent qui pourrait, peut-être, nous éclairer sur ce point : c'est la manière dont sont choisis les membres de la Cour internationale de justice. Certains pays ont été désignés pour présenter des listes de candidats qui sont agréés. Ne pourrions-nous pas désigner de même les pays, membres du Conseil de tutelle, qui seraient chargés de présenter à l'agrément et au choix du Conseil un représentant pour faire partie de la mission ?

Ma proposition revient à combiner celle du délégué de l'Irak et celle du délégué de la Chine. Je ne vois pas très bien, autrement, comment nous pourrions désigner les représentants. Etant donné d'ailleurs la composition même du Conseil de tutelle, je pense que nous serons amenés, pour chaque visite, à désigner ceux des membres qui, successivement, feraient partie d'une mission ou, du moins, y seraient

représentés par des personnes qualifiées dont le choix serait laissé au Conseil de tutelle.

Prenons un exemple pratique. Admettons que le Conseil de tutelle décide que la Chine, les Etats-Unis et l'Irak, seront représentés dans la mission que l'on veut constituer; les trois gouvernements, chinois, américain et irakien, présenteront au Conseil de tutelle une liste de personnes qualifiées, parmi lesquelles le Conseil fera son choix.

Telle est la façon dont pourraient se constituer, à mon avis, nos missions.

M. KHALIDY (Irak) (Interprétation) : Je voudrais préciser ma pensée qui, je le crains, risque d'avoir été quelque peu mal comprise dans certains de ses aspects.

J'espère que personne n'a pu tirer de mes déclarations précédentes la conclusion que j'entendais que la Commission que nous enverrions dans tel ou tel territoire ne serait pas responsable envers le Conseil de tutelle. Telle n'a jamais été mon intention. Que ses membres soient choisis en considération de leur personne ou par l'intermédiaire de leur Gouvernement, cette mission représentera toujours le Conseil de tutelle et ses membres ne seront pas les serviteurs de la politique de leur propre Gouvernement, mais ceux du Conseil de tutelle.

Si, cette fois encore, je me trouve dans la minorité, j'accepterai volontiers la décision de la majorité, mais j'essaie en ce moment de penser tout haut et surtout de m'inspirer de considérations pratiques.

Supposons que l'on décide d'envoyer une mission dans un territoire quelconque et que le Conseil de tutelle estime que MM. A, B, C et D sont les plus qualifiés pour en faire partie. Il n'y aurait rien d'in vraisemblable à ce que M. A dise que son travail le retient à New-York, que M. B déclare que son Gouvernement a besoin de lui ailleurs, A ce moment, il ne resterait plus que deux membres parmi les quatre que nous aurions choisis, et si nous voulons conserver à quatre l'effectif de notre Commission, il faudra faire appel à des gens que nous risquons peut-être de ne pas connaître suffisamment, ou laisser une Commission composée uniquement de deux membres alors que l'idée primitive était d'en inclure quatre. Est-ce vraiment là ce que nous entendons en adoptant cet article ?

D'autre part, on peut concevoir qu'un membre du Conseil ne soit pas le mieux qualifié pour une mission définie alors qu'il le serait davantage pour une autre; mais alors, /comment/ allons-nous désigner pour faire partie d'une mission un membre plutôt qu'un autre sans entrer dans

des considérations de personne extrêmement détaillées ? Sur quoi allons-nous nous baser pour dire que M. A serait la personne la plus compétente pour effectuer une visite dans le Tanganyika mais que, d'autre part, il ne serait peut-être pas qualifié pour aller dans un territoire du Pacifique ? Ce choix implique une connaissance directe des qualités personnelles de l'individu.

D'autre part, n'oublions pas que la représentation au Conseil de tutelle est susceptible de changements. Les personnes qui sont envoyées par leurs Gouvernements pour les représenter au Conseil de tutelle sont de hauts fonctionnaires ou des personnalités politiques et il n'y a rien d'in vraisemblable à ce qu'elles soient appelées à d'autres fonctions qui les empêchent de venir assister à nouveau au Conseil de tutelle. Qu'advient-il dans ce cas ?

Supposons qu'un membre du Conseil de tutelle soit choisi pour faire partie d'une mission et qu'il soit soudainement appelé à d'autres fonctions. Que se passera-t-il à ce moment ? Comment connaissons-nous la personne qui sera désignée pour le remplacer ? De plus, il se pourrait que les Gouvernements voient d'un oeil assez soupçonneux le choix que nous ferions, sans les consulter, d'un de leurs ressortissants pour faire partie d'une mission de ce genre.

Une fois de plus, Messieurs, je m'efforce de trouver la solution la meilleure au point de vue pratique, mais, naturellement, la décision vous appartient.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : Monsieur le Président, nous venons d'assister à une discussion fort utile et fort constructive.

Je me permets tout d'abord de me référer à la deuxième phrase du projet que j'ai soumis, celle qui a été le plus critiquée. En réalité, au moment où nous avons présenté cette proposition, nous pensions que les représentants pouvaient avoir besoin d'un assistant personnel et nous nous sommes alors demandé qui supporterait les frais de cette assistance. Ainsi, cette question est d'ordre tout à fait secondaire et la phrase peut être supprimée.

En ce qui concerne la première phrase, nous sommes, je pense, tous d'accord pour que les missions, quelles qu'elles soient, soient composées de représentants du Conseil de tutelle. Par ailleurs, je ne pense pas que ces missions seront très fréquentes et ces territoires ne pourront être visités que deux ou trois fois l'an ; il y a trois groupes de territoires entrant en considération : l'Afrique orientale, l'Afrique occidentale et les territoires du Pacifique. Un seul de ces groupes probablement pourra être visité chaque année. A mon avis, les difficultés causées par la composition de ces missions, ne sont pas insurmontables car je suis certain qu'on pourra trouver un, deux ou trois membres disponibles, d'une part, et qualifiés de l'autre pour diriger ces missions, ceci avec l'aide d'experts et de membres du Secrétariat.

Nous pourrions évidemment, si la chose s'avérait nécessaire, adopter le système de sélection proposé par le délégué de la France mais je ne suis pas sûr qu'un tel système soit maintenant désirable.

En ce qui concerne la question des experts et des membres du Secrétariat accompagnant les missions, il me semble évident que ces derniers ne feront pas partie de la mission; la mission proprement dite sera composée de un, deux ou trois membres du Conseil de

tutelle et les experts et les secrétaires seront attachés à la mission, sans en faire partie. D'ailleurs, je pense bien que l'assistance de ces experts et secrétaires sera fort utile et qu'il faudra en qualifier un nombre aussi réduit que possible étant donné que les difficultés de déplacement ou autres dans les territoires visités s'opposeront à la constitution d'une mission trop importante.

En conséquence, la première phrase de notre proposition pourrait éventuellement être modifiée quelque peu, mais devrait être conservée.

D'autre part, je suis d'accord avec la proposition tendant à remplacer le mot " conclusions " par " visites ", celles-ci ayant, en effet, plutôt le caractère d'informations que de surveillance. Ces visites auront pour but de fournir des informations et assister les autorités chargées de l'administration, cela sous la forme la plus amicale; c'est pourquoi, je pense, également, que, dans ce cas, le mot " visites " est mieux approprié que " conclusions ".

M. MAKIN (Australie) (interprétation): Plus je suis le cours de cette discussion et plus je suis convaincu de la complexité du problème à résoudre. Je me demande quelle peut bien être la meilleure procédure. D'ailleurs, mes pensées sont parallèles à celles qu'a exprimées le délégué de la Nouvelle-Zélande. Je reconnais que les personnes qui partiront pour ces missions de visite s'y rendront au nom du Conseil de tutelle, mais il me paraît peu souhaitable que nous fixions dès maintenant une limite à notre choix. On a déjà dit quelles difficultés se présenteront pour trouver des membres du Conseil qui puissent assumer la responsabilité de cette mission ou, du moins, pour les trouver en nombre suffisant. Il ne faut pas que nous nous limitions à une ou deux personnes qui aient suffisamment de temps et des qualifications particulières pour de telles missions. Nous devons tenter de répartir les avantages qu'elles peuvent offrir: expérience, nouvelles connaissances acquises et, à cet effet, il nous faut aboutir à une diversité dans la représentation du Conseil.

Je crois donc que nous ne devons pas limiter dès maintenant notre choix aux seuls membres du Conseil. Peut-être serait-il bon de prévoir la possibilité de faire participer à ces missions des fonctionnaires des Institutions spécialisées, des membres du Secrétariat ou toute autre personne ayant les qualifications requises.

En outre, je crois qu'il serait bon que nous adoptions des dispositions permettant d'adjoindre à ces missions des fonctionnaires des administrations locales de grade assez peu élevé. Je prendrai l'exemple de la Nouvelle-Guinée. Une mission qui se rendrait dans ce pays et n'y trouverait pas l'aide de représentants des autorités locales, serait incontestablement en danger. Sans aucun doute, le bien-être de ses membres, leur santé même, risqueraient fort d'être compromis. En outre, ils se heurteraient à des difficultés matérielles de tous ordres: transport de personnes et de vivres,

approvisionnements, etc... Au contraire, s'ils sont secondés par des représentants des autorités locales, ces problèmes seront aisément résolus. Il y aurait encore à cela un autre avantage: les fonctionnaires locaux seraient à même d'indiquer à la mission les catégories de populations qu'il serait bon de visiter.

J'espère donc que nous adopterons des dispositions permettant d'adjoindre à ces missions - quel que soit d'ailleurs leur statut - des fonctionnaires locaux capables de leur apporter l'aide matérielle nécessaire et de contribuer au succès de leurs travaux.

Le PRESIDENT (interprétation): Il me paraît ressortir de cette discussion deux questions de principe essentielles, ainsi que d'autres points d'importance secondaire.

La première question fondamentale est de savoir si le Conseil de tutelle doit choisir comme membres des missions de visite des personnes qu'il désignera nommément ou des Etats qui auront la faculté de désigner leurs représentants.

La seconde question de principe est de savoir si nous devons limiter la participation à ces missions aux seuls membres du Conseil de tutelle ou garder une plus grande latitude de choix.

Pour avoir une idée plus claire de l'opinion du Conseil, peut-être pourrions-nous procéder à un vote distinct sur ces deux questions, étant entendu qu'il s'agirait seulement pour le Conseil de se rendre compte des sentiments de la majorité avant de procéder à la rédaction de l'article.

M. RYCKMANS (Belgique): Monsieur le Président, si vous mettiez dès maintenant la question aux voix, je serais obligé de m'abstenir parce que mon opinion n'est pas faite et que j'ai encore besoin de réfléchir.

Il me paraît résulter de ce qu'a dit le délégué des Etats-Unis que, dans sa pensée, les membres des missions de visite devraient

être essentiellement des membres du Conseil de tutelle et que les visites elles-mêmes devraient constituer véritablement une prise de contact du Conseil de tutelle avec les autorités locales et les populations. Cette conception présente évidemment un avantage considérable car les membres du Conseil de tutelle acquerraient ainsi une connaissance personnelle des problèmes et des circonstances locales, qui leur permettrait d'examiner les rapports beaucoup mieux que par une étude livresque. Cette conception me paraît très intéressante et il semble que, dans ce cas, le Conseil devrait, non pas envoyer des représentants, mais déléguer un certain nombre de ses membres.

Par ailleurs, je comprends très bien le point de vue de notre Vice-Président et du délégué de l'Australie selon lesquels nous ne devons pas dès maintenant nous fermer toutes les portes.

Mais je me pose la question suivante : quelle va être la situation des membres du Conseil dans une mission de visite comprenant tel ou tel représentant de son Gouvernement au Conseil de tutelle et, à côté de lui, un expert ou un membre choisi en raison de sa compétence et qui n'aura pas la charge d'examiner le rapport, qui ne représentera pas l'Assemblée générale à l'égard du territoire sous tutelle ?

Enfin, nous devons prendre en considération un autre point de vue : quels vont être les rapports entre les populations visitées et une mission qui, dans l'idée du représentant des Etats-Unis, serait l'émanation même du Conseil de tutelle ? Lorsque cette mission arrivera, elle apparaîtra comme représentant l'autorité suprême, celle qui correspond à ce qu'était autrefois la Commission permanente des mandats, à ce qu'est le souverain ou un secrétaire d'Etat. Pour ces populations, il s'agira d'une autorité supérieure à celle du Gouverneur local. Mais alors, si, au lieu de voir arriver des représentants du Conseil de tutelle, il s'agit seulement de fonctionnaires, d'employés du Conseil, envoyés en quelque sorte comme observateurs pour rendre compte ensuite au Conseil de situations déterminées, il peut en résulter des malentendus.

assez sérieux entre le Conseil de tutelle et les populations locales.

Ce sont là des aspects de la question qui n'ont pas encore été explorés à fond et qui ne me permettent pas, pour le moment, de prendre une détermination et de signifier mon opinion par un vote, car, en réalité, cette opinion n'est pas faite.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Je voudrais présenter moi-même quelques observations à propos de la deuxième question que vous avez mentionnée tout à l'heure. Je dois dire, d'une façon générale d'ailleurs, que ma pensée se déroule dans un sens parallèle à celui qu'exprimait tout à l'heure le délégué de la Belgique. Permettez-moi de faire observer que ce serait, à mon sens, une erreur extrêmement grave que de mélanger, dans une même mission, des diplomates et des politiciens, d'une part, et des experts de l'autre. Si je puis faire appel à mon expérience personnelle, je déclarerais que j'ai eu moi-même l'occasion d'appartenir à une commission mixte ainsi composée, où des experts voisinaient avec des diplomates. Je puis vous dire que ce fut terrible et, lorsque j'en suis sorti, j'ai bien juré qu'on ne m'a reprendrait plus.

Enfin, dernière observation, si vous ajoutez à la composition de la Commission des représentants d'une Institution spécialisée, même en les considérant comme experts individuels, vous aboutissez au résultat suivant : c'est que les Institutions spécialisées sont, en quelque sorte, placées sur un plan supérieur à celui sur lequel gravitent les Gouvernements eux-mêmes. Vous ne voulez pas demander à des Gouvernements de nommer leurs propres experts, mais vous faites cette demande aux Institutions spécialisées. Je crois qu'il est vain de dire que ces projets représenteront le Conseil de tutelle. Croyez-moi : les experts sont les experts. Ce sont plutôt eux-mêmes, que l'Institution spécialisée dont ils émanent, qu'ils représenteront.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je ne voudrais pas obliger quiconque qui n'est pas encore prêt à le faire à lever la main pour voter. Je pense donc que nous devons ajourner jusqu'à demain la discussion de ce problème. Il s'agit là d'un problème très profond pour lequel nous devons agir avec sagesse et prudence. Je me demande si le représentant de la Belgique ou quelque autre délégué aurait des suggestions constructives à me faire, permettant d'aboutir à une

procédure sage, qui rendrait possible une discussion en cette matière. Je pense poser cette question demain, à moins que quelqu'un n'ait maintenant une suggestion meilleure à nous présenter.

M. THOMAS (Royaume-Uni) (interprétation) : La question que j'ai à l'esprit est de savoir s'il est vraiment nécessaire de décider de cette question demain. En effet, la chose est importante et nous devons l'examiner à fond. Peut-être avons-nous besoin d'une règle très souple, qui nous permettrait de faire le choix nécessaire au moment où il s'agira de le faire. Ainsi, à la longue, une pratique satisfaisante pourra s'établir. Je crois qu'aujourd'hui ou demain, j'éprouverais les mêmes difficultés que celles qui ont été exprimées par le représentant de la Belgique. Je ne crois pas que nous soyons demain plus prêts à prendre une décision qu'aujourd'hui même, mais je pense qu'une règle plus souple nous est nécessaire.

LE PRESIDENT (interprétation) : Si je comprends bien votre proposition, il s'agit d'adopter à une séance, demain peut-être, tout article, rédigé en termes volontairement vagues, nous permettant de préciser notre pensée à une date ultérieure?

M. THOMAS (Royaume-Uni) (interprétation) : Oui, c'est cela.

M. RYCKLAES (Belgique) (interprétation) : Je suis d'accord.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je pense - et je crois que nous pensons tous - que nous devons nous hâter dans notre travail. Nous nous trouvons en face d'un problème très grave et nous devons cependant aller de l'avant. Je propose donc que nos deux comités se réunissent demain. Le comité de rédaction se réunira demain matin à 10 h. 30, salle 10, et le comité des questionnaires à 10 h. 30, salle 13.

Il me vient une autre idée. Je voudrais demander à M. Thomas s'il ne serait pas possible d'inviter demain le comité de rédaction à étudier la rédaction d'un article conforme à sa proposition. Nous pourrions

discuter cet article demain après-midi.

M. THOMAS (Royaume-Uni) (interprétation) : Devant cette suggestion, je crois que je suis obligé de rédiger moi-même quelque chose ce soir.

LE PRESIDENT (interprétation) : Dans ce cas, je demanderai au comité de rédaction de tenter de rédiger un tel article et je prierais M. Thomas de communiquer son projet à ce comité.

LE PRESIDENT (interprétation) : J'ai une communication à vous faire. En réponse à la demande du Royaume-Uni en vue de l'examen rapide des pétitions en provenance du Tanganyika, je voudrais vous demander si vous êtes d'accord pour fixer à lundi une séance pour l'examen de ces pétitions. Je vous fais cette communication avec l'approbation de la délégation du Royaume-Uni.

S'il n'y a pas d'objections, je fixe à lundi l'examen des pétitions en provenance du Tanganyika.

(Il en est ainsi décidé).

La prochaine séance du Conseil de tutelle aura lieu demain jeudi, 17 avril, à 14 h.

La séance est levée à 18 h. 15.